



Montreuil, le 26 mars 2026

## Le gouvernement va-t'en guerre fait de nouvelles annonces, qui vont exiger des efforts au monde du travail !

Sébastien Lecornu a annoncé mercredi 25 mars de nouvelles commandes de munitions, dans le cadre de l'actualisation de la Loi de Programmation Militaire (LPM), dont l'examen au Parlement va être « accéléré » pour tenir compte de la guerre au Moyen-Orient.

La LPM mise à jour sera présentée en conseil des ministres le 8 avril, puis inscrite la semaine du 4 mai à l'Assemblée nationale et du 1er juin au Sénat, a précisé le Premier ministre devant l'Assemblée nationale, lors d'un débat sans vote sur cette crise à la fois militaire et énergétique.

Le Premier ministre, a souligné « *L'urgence, ce sont évidemment les munitions. Nous prévoyons d'investir 8,5 milliards d'euros supplémentaires de commandes entre 2026 et 2030, qui s'ajoutent aux 16 milliards de la LPM votée en 2023* ».

Il a aussi annoncé la création d'une plateforme « *France Munitions* », qui sera « *un grossiste de munitions* » financé à la fois par l'État et par des investisseurs privés, ainsi qu'un plan de soutien à l'industrie civile et militaire de 300 millions d'euros. La France est devenue depuis le conflit entre l'Ukraine et la Russie, le deuxième exportateur d'armes dans le monde.

Concernant la situation du détroit d'Ormuz où transite en temps normal un cinquième du pétrole mondial, une amélioration est en attente. « *Nous devons tout faire pour que cette crise de circulation ne devienne pas une crise de production* », a-t-il ajouté.

Astreint à la discipline budgétaire, le gouvernement n'envisage pas à ce stade de baisser les taxes sur les carburants et préfère pallier les difficultés de trésorerie des secteurs touchés. Des propositions sont toutefois à l'étude pour les professionnels « *grands rouleurs* ». Rien pour des millions de salariés qui n'auront pas le choix, que de choisir de faire le plein pour aller travailler et de faire un plein de courses pour nourrir leur famille. Cette situation n'est pas acceptable, le peuple ne peut pas continuer à se serrer la ceinture, pour satisfaire le gouvernement qui s'en va-t'en guerre contre des peuples qui n'ont rien demandé. Par ces choix, le gouvernement choisit de répondre au grand patronat ! Quand le capitalisme est en crise, c'est la guerre qui y répond !

Pour répondre à la crise économique en France, le gouvernement doit au contraire, augmenter significativement les salaires, les pensions, le point d'indice des fonctionnaires. Créer les conditions du plein emploi et cesser d'attaquer systématiquement les budgets des services publics. Aujourd'hui les derniers travailleurs qui ne bénéficient pas d'une prise en charge par l'employeur au minima à 50 % de leur mutuelle sont les agents hospitaliers, mis en avant lors du Covid sont la dernière roue du carrosse du gouvernement. Le mépris est considérable 8,5 milliards d'euros pour les munitions et aucun arbitrage ou de financement pour mettre en place une PSC pour 1,2 millions d'agents.

La Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale réaffirme, que la haine, la peur de l'autre ne sont pas des solutions.

La CGT défend des revendications porteuses de progrès social, de paix et de fraternité entre les peuples. Pour obtenir satisfaction, il nous faut augmenter le rapport de force, alors toutes et tous mobilisés contre la guerre et pour la Paix, le 28 mars et 1<sup>er</sup> mai prochain.

**Fédération de la Santé et de l'Action Sociale**

Responsable Communication - Jérémie Prigent : 06 51 86 19 97 / Case 538 - 263 rue de Paris - 93515 Montreuil CEDEX